

CÔTE D'IVOIRE

RAPPORT 2014 SUR LA LIBERTE RELIGIEUSE EN CÔTE D'IVOIRE

Résumé analytique

La constitution prévoit la liberté d'opinion religieuse à tous conformément au droit et dans la pratique et interdit la discrimination religieuse en matière d'emploi. Elle interdit les discours qui encouragent la haine religieuse. Le gouvernement a organisé et financé des pèlerinages du Hadj pour les Musulmans mais, contrairement aux années précédentes, n'a pas accordé un avantage similaire aux fidèles d'autres religions. Le gouvernement a continué d'associer les dirigeants musulmans et catholiques aux efforts de réconciliation politique.

Il n'y a pas eu de rapports faisant état d'actions sociétales importantes ayant des répercussions sur la liberté religieuse.

L'Ambassadeur et des représentants de l'Ambassade des États-Unis ont rencontré les dirigeants et les groupes religieux durant toute l'année pour discuter du rôle qu'ils peuvent jouer dans le maintien d'un climat de tolérance à l'approche de l'élection présidentielle de 2015. Les représentants de l'Ambassade ont également discuté de l'importance de la tolérance religieuse avec des personnalités politiques du gouvernement et de l'opposition. Au cours de l'année, un programme radiophonique interactif de la *Voice of America* a continué à présenter une émission de discussion et de débat sur des questions religieuses à la station de radio islamique nationale. En octobre a été organisé un concert sponsorisé par l'Ambassade promouvant la tolérance et qui a mis en vedette des groupes musicaux de différentes confessions et attiré des milliers de participants à Abidjan.

Section I. Démographie religieuse

Le Gouvernement des États-Unis estime la population totale à 22,8 millions, dont 39 pour cent est musulmane, 33 pour cent chrétienne et 12 pour cent adhère à des croyances religieuses indigènes (estimation de juillet 2014). Beaucoup de Chrétiens et de Musulmans adhèrent aussi à certains aspects des croyances indigènes.

Traditionnellement, le nord est associé à l'Islam et le sud au Christianisme, bien que les pratiquants des deux religions vivent partout dans le pays.

Les groupes chrétiens comprennent les Catholiques romains, les Témoins de Jéhovah, les Adventistes du septième jour, les Méthodistes, les Presbytériens, les

CÔTE D'IVOIRE

Harristes, les membres de l'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours (les Mormons), les Baptistes du Sud, les Coptes, les fidèles de l'Eglise du Christianisme céleste et les membres de l'Eglise des Assemblées de Dieu. Les groupes musulmans comprennent les Sunnites, les Chiites et les Ahmadis. D'autres groupes religieux comprennent les Bouddhistes, les Bahaïs, les Rastafari et les adeptes de la Société internationale pour la conscience Krishna et les Bossonistes qui suivent les traditions de l'ethnie Akan.

Section II. Statut du respect de la liberté religieuse par le Gouvernement

Cadre juridique

La constitution dispose que l'État est laïque et respecte toutes les croyances et traite toutes les personnes de façon égale devant la loi, indépendamment de la religion. Elle interdit la discrimination religieuse en matière d'emploi public et privé et garantit la liberté de conscience et d'opinion religieuse conformément à la loi, les droits d'autrui, la sécurité nationale et l'ordre public. Elle interdit la «propagande» qui encourage la haine religieuse. Elle reconnaît le droit d'asile politique dans le pays pour les personnes persécutées pour des raisons religieuses.

La Direction des cultes du Ministère de l'Intérieur est chargée de promouvoir le dialogue entre les groupes religieux et entre le gouvernementaux et les groupes religieux, d'apporter un soutien administratif aux groupes qui cherchent à s'établir, de suivre de près les activités religieuses et gérer les pèlerinages religieux organisés sous la houlette de l'État et d'enregistrer les nouveaux groupes religieux.

La loi exige que tous les groupes religieux s'enregistrent auprès du gouvernement. Les groupes doivent soumettre une demande à la Direction des cultes du Ministère de l'Intérieur. La demande doit comprendre les statuts et règlements intérieurs du groupe, les noms des membres fondateurs et des membres du Conseil d'administration, la date de création et le procès-verbal de l'assemblée générale. La Direction des cultes enquête sur l'organisation pour s'assurer que le groupe n'a pas en son sein des membres ou n'a pas d'objectifs qu'elle juge politiquement subversifs. Il n'y a pas de sanctions prévues pour les groupes qui ne s'enregistrent pas ou d'avantages pour ceux qui le font.

Pratiques gouvernementales

Le gouvernement a continué à financer et organiser des pèlerinages du Hadj pour les Musulmans, mais contrairement aux années précédentes, n'a pas réussi à

CÔTE D'IVOIRE

allouer un budget au cours de l'année pour les pèlerinages chrétiens en Israël, dans les Territoires occupés et à Lourdes, en France.

Le gouvernement a permis l'accès à la télévision et la radio d'État pour des émissions religieuses aux groupes religieux qui en ont fait la demande.

Le gouvernement a associé les chefs religieux musulmans et catholiques aux efforts de réconciliation. Le leader musulman bien connu dans le pays Cheikh Boikary Fofana et l'archevêque catholique Paul-Siméon Ahouana, avec d'autres chefs religieux, ont continué à servir comme membres actifs de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation jusqu'à la fin de son mandat en septembre. Le gouvernement a également nommé deux leaders religieux – le Père Martial Boni Boni et l'Imam Ousmane Diakité -- à la Commission Electorale Indépendante, l'organe chargé de l'organisation et la supervision des élections nationales.

Section III. Statut du respect de la liberté religieuse dans la société

Il n'y a pas eu de rapports faisant état d'actions sociétales importantes ayant des répercussions sur la liberté religieuse.

Section IV. La politique du Gouvernement des États-Unis

L'Ambassadeur et des représentants de l'Ambassade des États-Unis ont rencontré régulièrement les leaders religieux, politiques et de la société civile nationaux pour discuter de la liberté religieuse et la tolérance en général et du rôle que les groupes religieux peuvent jouer pour aider à maintenir un climat de tolérance à l'approche de l'élection présidentielle de 2015.

En vertu d'un accord facilité par l'Ambassade entre la Voice of America (VOA) et la Radio Al-Bayane, l'émission en langue française *Dialogue des Religions* (*Dialogue of the Religions*) de la VOA a continué à atteindre des millions d'auditeurs à travers le pays avec son émission hebdomadaire sur les ondes de la radio islamique. *Dialogue des Religions* est un programme interactif mettant en vedette des hôtes et des invités -- souvent des intellectuels ou des journalistes religieux -- qui ont débattu de questions religieuses d'actualité et répondu aux questions des auditeurs sur différentes facettes de la religion.

Le 18 octobre, l'Ambassade a commémoré *Daniel Pearl World Music Day* en organisant un concert qui a mis en vedette des groupes de musique de différentes confessions religieuses, dont l'Islam et le Christianisme. Le concert auquel ont

CÔTE D'IVOIRE

assisté environ 4.000 personnes a mis l'accent sur la tolérance, la paix et la réconciliation, tout en renforçant les relations des États-Unis avec les Ivoiriens de toutes les confessions religieuses.